

Forum sous-régional de lutte contre l'esclavage

Vers une synergie d'actions dans la lutte contre l'esclavage dans la région du Sahel

Le Secrétaire Général du Ministère de la Justice, Garde des Sceaux, M. Ibrahim Jean Etienne, a présidé hier mercredi 15 mars à Niamey, la cérémonie d'ouverture du forum sous-régional du réseau G5 Sahel de lutte contre l'esclavage. Placé sous le thème "faire de la lutte contre l'esclavage un combat commun et consensuel entre la société civile et les gouvernements des pays du Sahel", il s'agit à travers cette rencontre de réfléchir sur les voies et moyens permettant d'amener les gouvernements des pays du G5 sahel à s'engager pleinement, à travers la mise en place d'une stratégie coordonnée et croisée, visant à éradiquer complètement l'esclavage et les pratiques analogues et leurs séquelles au Sahel.

Durant ces deux jours, les participants auront à échanger sur la problématique de la persistance de l'esclavage au Sahel à travers les recherches du réseau des chercheurs engagés dans le cadre du projet AFRAB, et à partager les résultats du projet Legs de l'esclavage au Niger (LESLAN) exécuté durant 4 ans.

A l'ouverture des travaux, le Secrétaire Général du Ministère de la Justice, Garde des Sceaux, M. Ibrahim Jean Etienne, a rappelé que parmi les actions entreprises par

l'Etat en 2003, il y a la modification du Code pénal pour y insérer le délit et le crime d'esclavage. Aussi, a-t-il ajouté, le Niger a invité en 2014 la Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur les formes contemporaines de l'esclavage à effectuer une visite dans le pays à l'issue de laquelle, elle a émis 31 recommandations dont beaucoup ont déjà été mises en œuvre et d'autres sont en cours de l'être.

C'est dans le cadre de la mise en œuvre de ces recommandations, a précisé



La table de séance à l'ouverture du forum

le Secrétaire Général, que le Ministère a appuyé et soutenu l'association Timidra dans la réalisation en 2019 d'une étude à l'initiative du projet Leslan, qui est destiné à mesurer l'ampleur du phénomène de l'esclavage et ses différentes manifestations. Pour compléter toutes ces actions, la réforme en cours du code pénal, a consacré une session entière à la question de l'esclavage pour corriger les insuffisances constatées après 20 ans de mise en œuvre de la loi de 2003 sur l'esclavage. Le Secrétaire Général du Ministère de la

Justice, a enfin indiqué que lutter contre l'esclavage dans nos Etats sahéniens, c'est aussi lutter contre certaines causes sous-jacentes conduisant à l'extrémisme violent. Le Secrétaire exécutif du réseau du G5 Sahel, M. Ali Bouzou, a fait savoir que c'est au cours du forum tenu du 16 au 17 mars 2022 à Nouakchott qu'il a été recommandé d'organiser chaque année un forum sous-régional sur l'esclavage entre les gouvernements des pays du Sahel, et le réseau G5 sahel de lutte contre l'esclavage. D'après lui, le choix de

Niamey n'est pas un fait du hasard, car le Niger est le pays le plus engagé dans la lutte contre l'esclavage et les pratiques analogues.

Pour sa part, le représentant du Haut-commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, M. Omer Kobiwou Kafameu, a rappelé qu'en 2010, le Niger a également adopté une loi pour prévenir et lutter contre la traite des êtres humains, y compris la traite à des fins d'esclavage et des pratiques esclavagistes. Ce qui a permis la création en 2012 des deux institutions majeures à savoir la Commission nationale de coordination de lutte contre la traite des personnes et l'Agence nationale de lutte contre la traite des personnes. Tous ces efforts, a-t-il ajouté, qui sont à louer et à féliciter illustrent une fois de plus l'engagement du gouvernement à respecter ses obligations internationales à l'égard des droits de l'homme.

Farida Ibrahim Assoumano

Présentation du projet Urban Climate Information Platform (U-CLIP)

Pour une meilleure planification de la résilience climatique dans la Ville de Niamey

Le Centre Africain pour les Applications de la Météorologie au Développement (ACMAD) et ses partenaires ont organisé un atelier de présentation du projet Urban Climate Information Platform (U-CLIP) aux parties prenantes pour la planification du développement durable et résilient de la ville de Niamey. Ce projet, mis en œuvre par le consortium ACMAD, ENABEL et VITO, en collaboration avec la Ville de Niamey, soutenu par le programme Wehubit de la Coopération belge, offre les informations scientifiques à la planification de l'adaptation et de la résilience de ladite ville dans les secteurs de l'énergie, de la gestion de l'eau, des infrastructures et d'autres ressources.

Dans ses propos liminaires, le représentant du Directeur de l'ACMAD, M. Razafindrakoto Léon Guy a rappelé que ce centre est une réponse continentale africaine aux aléas climatiques, fournissant les informations pour la veille, la prévision climatique et accélérant les applications de ces informations pour le développement durable dans différents secteurs de la vie en Afrique. Il a par la suite mentionné que, la plateforme U-CLIP offre les informations scientifiques nécessaires à

la planification de l'adaptation et la résilience à l'échelle de la ville dans les secteurs de l'énergie, de la gestion de l'eau, des infrastructures et d'autres ressources qui sont impactées par les fortes températures.

En outre, cette plateforme spécifique à la ville de Niamey est envisagée être calibrée et configurée pour servir d'autres villes du pays dans le cadre de la collaboration entre la Direction de la Météorologie Nationale et les autres partenaires. «A l'échelle continentale, cette

réalisation pilote sera aussi introduite dans les villes capitales des autres pays qui font face aux températures extrêmes et vagues de chaleurs avec l'accompagnement des partenaires au Développement contribuant à la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable sur les villes résilientes» a souligné M. Razafindrakoto.

Pour sa part, le Chef de Coopération de l'Ambassade de Belgique M. Matthias Deneckere, a indiqué que le réchauffement climatique est une réalité. «Nous le vivons au quotidien et en ressentons les effets, avec l'augmentation des chocs climatiques et la récurrence des températures extrêmes, en particulier dans les zones urbaines», a-t-il déclaré. Selon M. Matthias Deneckere, le projet Urban Climate Information Platform (U-CLIP) a été initié à Niamey en 2021 pour mieux appréhender les conséquences du réchauffement climatique et proposer



Lors de la présentation du projet Urban Climate (U-CLIP)

des mesures de prévention et d'adaptation, grâce aux informations climatiques pertinentes et ciblées collectées et traitées par le biais d'une plateforme digitale. «Depuis le lancement du projet en avril 2021, ce qui est apparu immédiatement, c'est le nombre d'organisations qui ont exprimé leur intérêt à participer au projet. Les ONG, les jeunes volontaires, les gouvernements locaux et les institutions académiques ont tous exprimé leur intérêt. D'une part, cela indiquait la nécessité d'une telle initiative; d'autre

part, il était clair que le succès de ce projet serait garanti par sa large base de soutien à Niamey et au-delà» a-t-il déclaré.

Pour le représentant du Maire central de la ville de Niamey, M. Bouréma Amadou Sidibé, le présent atelier de restitution de la plateforme digitale constitue, à n'en point douter, une contribution à la transformation digitale pour l'adaptation aux fortes températures dans notre ville capitale.

Rachida Abdou Ibrahim (Stagiaire)